



Le père Philippe Demeestère, Anaïs Vogel et Ludovic Holbein en grève de la faim depuis le 11 octobre dans l'église Saint-Pierre à Calais.

Ariane Delepierre/Voix du Nord/MaXPPP

Grèves de la faim, le courrier qui alertait Emmanuel Macron

— Une vidéo du lundi 25 octobre montre Emmanuel Macron semblant découvrir que des grèves de la faim sont en cours à Calais.

— Pourtant, le Secours catholique avait alerté le président par courrier dès le 13 octobre.

C'est un échange surréaliste qui s'est déroulé lundi 25 octobre dans les rues de Montbrison (Loire), où Emmanuel Macron était en déplacement pour promouvoir son plan « France 2030 ». Le président est interpellé par une passante qui lui demande s'il prévoit de se rendre prochainement à Calais, où deux bénévoles associatifs et un prêtre, aumônier du Secours catholique, sont en grève de la faim pour protester contre le traitement réservé aux migrants. Réponse du chef de l'État, très hésitant : « Dans les prochaines semaines il n'est pas prévu que j'y aille, mais si vous voulez que j'envoie un ministre pour s'occuper d'une situation particulière dites-moi... » Emmanuel Macron se fait ensuite préciser à quelle association appartient ces trois personnes, argumente sur la difficulté de prendre en charge les exilés qui « ne veulent pas rester en France, mais veulent rejoindre les côtes britanniques », puis assure : « S'il y a trois personnes qui sont en grève de la faim, je vais le faire regarder dès ce soir. Je vous le garantis. »

La personne qui a interpellé le président, Agnès Willaume, a filmé et diffusé la scène sur les réseaux sociaux. Ce qui frappe, c'est qu'Emmanuel Macron semble totalement découvrir l'existence de ces grèves de la faim, pourtant entamées depuis le 11 octobre, et largement relayées médiatiquement. « Cette situation est suivie par le préfet du Pas-de-Calais et par le ministre de l'intérieur. Le ministre de l'intérieur tient informé le cabinet du président », explique l'Élysée. D'où l'on peut déduire que le président n'aurait pas nécessairement été informé par son cabinet.

Sauf qu'un courrier alertant sur ces grèves de la faim a été adressé à Emmanuel Macron par le Secours catholique dès le 13 octobre dernier. Cette lettre, que *La Croix* a pu consulter, est signée de la présidente du Secours catholique, Véronique Devise, de son délégué général, Vincent Destival, et de son aumônier général, le père Hervé Perrot. Elle a été envoyée par voie postale au secrétariat du président, mais aussi livrée par courrier à l'Élysée.

« Les décisions s'accumulent, gouvernement après gouvernement, pour dissuader et rendre chaque fois un peu plus pénibles les conditions de survie des personnes exilées », peut-on lire. « Face à ce mur d'indifférence et au silence de l'État, trois personnes ont entamé une grève de la faim dans une église à Calais depuis le 11 octobre, dont l'aumônier de la délégation du Secours catholique. »

« Par cette action extrême, non violente, elles nous lancent à tous, et aux plus hautes autorités de l'État, un appel simple : que cessent les évacuations de campements et de terrain quasi quotidiennes, les destructions ou confiscations des affaires personnelles, les obstructions et interdictions de distribution ou d'aide humanitaire apportées par les associations et les citoyens. Elles demandent enfin que s'ouvre un espace de dialogue raisonné avec les pouvoirs publics », poursuivent les dirigeants du Secours catholique. Ils concluent en sollicitant « un rendez-vous de toute urgence » avec Emmanuel Macron « pour que s'ouvre l'espace de discussion demandé et que soient apportées des réponses concrètes, humaines, à cette situation dramatique ».

« Les associations demandent enfin que s'ouvre un espace de dialogue raisonné avec les pouvoirs publics. »

Selon nos informations, cette lettre n'a reçu pour l'heure ni réponse, ni accusé de réception. Le président n'aurait donc pas été informé de ce courrier. Ni de l'existence d'une pétition en ligne qui lui est adressée, reprenant les revendications des grévistes de la faim, et qui avait récolté plus de 26 000 signatures mardi 26 octobre. Ce même jour, 150 associations, dans un communiqué commun, ont apporté leur soutien aux grévistes de la faim.

Quelques heures après, *La Croix* apprenait que l'ancien préfet Didier Leschi, directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, devait se rendre sur place mercredi 27 octobre après-midi pour mener une mission de médiation, à la demande du ministre de l'intérieur.

Gauthier Vaillant

●●● renchérit Mgr Leborgne. Loin d'être partagées par tous les catholiques, ces prises de position cristallisent des tensions. À Calais, les responsables de Saint-Pierre ont reçu un certain nombre d'insultes, les taxant de « traîtres », de « collabos de l'invasion » ou de « vendus ». « Notre action n'est pas partisane. Nous ne voulons pas nous situer politiquement, ou exiger telle ou telle politique migratoire, abonde de son côté le père Louis-Emmanuel Meyer, vicaire de l'Église Saint-Pierre à Calais. La seule chose que nous voulons, c'est aider les gens car nous sentons une défaillance de l'État... Sans prendre le rôle des associations, on peut apporter en revanche un soutien logistique au Secours catholique. »

À Briançon, où des bus ont été affrétés le 26 octobre par la préfecture pour emmener les réfugiés de Sainte-Catherine vers d'autres grandes villes, l'Église espère, comme les milieux associatifs, que les Terrasses solidaires pourront rouvrir le plus vite possible. L'hébergement dans l'église n'a pas vocation à durer, « et Briançon n'est

qu'un lieu de passage », explique Mgr Xavier Malle, qui concède avoir contribué à jouer un rôle « de facilitateur, de médiateur » dans cette dernière crise, entre les autorités et les associations.

« Depuis mon arrivée il y a quatre ans et demi ici, ma mission est d'essayer de faire en sorte que les gens se parlent », poursuit-il. « Inspiré »

par l'encyclique *Fratelli tutti* du pape François et par la lecture de l'Évangile de saint Matthieu, il reconnaît que, « sur le plan politique, l'accueil migratoire n'est pas la première mission de l'Église. Sur le plan humanitaire, en revanche, il n'y a pas de questions à se poser... ». Nathalie Birchem, Mathieu Lasserre, Malo Tresca

Extrait. « C'est une exigence évangélique de les nourrir, les vêtir, les soigner »

« Nous souhaitons vraiment qu'au sein de la question migratoire les catholiques apprennent à distinguer les niveaux de réponse : le niveau politique ; il concerne notre vote, notre engagement politique personnel. Le niveau humanitaire : les migrants sont là, c'est une exigence évangélique de les nourrir, les vêtir, les soigner. Les avis peuvent diverger quant au premier niveau, nous ne voyons pas bien quel genre de débat peut exister sur la question humanitaire. »

Pierre Poidevin et Louis-Emmanuel Meyer, curé et vicaire de l'église Saint-Pierre à Calais, réagissent aux débats provoqués par la situation migratoire dans leur ville.

sur la-croix.com

Retrouver l'intégralité de leur tribune